

# Le fédéral est accusé de faire pression pour embellir les données budgétaires

■ Le “trou” à combler pour boucler le budget 2019 est-il sous-estimé par le rapport du comité de monitoring ?

Ce week-end, la “suédoise” va entrer en conclave afin de confectionner son budget pour 2019. Mais les dés sont-ils pipés ? Le montant du déficit à combler est-il conforme à la réalité ou bien y a-t-il eu des arrangements pour préserver l'image du gouvernement ? Une phrase du récent rapport du comité de monitoring – l'organisme qui associe des experts chargés de surveiller l'évolution des recettes et des dépenses publiques – a semé le doute ce jeudi. *“Malgré l'insistance des membres du comité, le président (du comité) a opté pour une présentation reprenant un effort de 2,6 milliards d'euros (pour 2019) sans y ajouter une série d'éléments qui avaient été listés. Les membres du comité ne peuvent pas approuver le rapport sur ce point”*, mentionne ce document.

Dès qu'ils ont pris connaissance de cette remarque, les écologistes ont sorti le bazooka. *“Dans ce rapport, le comité du monitoring dénonce les pressions dont il a fait l'objet, une situation inacceptable pour Ecolo. Le président (étiqueté Open VLD) a refusé de suivre l'avis des membres du comité, afin d'atténuer artificiellement l'effort budgétaire à réaliser par la majorité lors du prochain conclave”*, accusent les verts. Pour le groupe écologiste, le “trou” budgétaire à reboucher pour 2019 s'élève en réalité à plus de 5 milliards d'euros.

Si cette “influence” était avérée, si le comité de monitoring avait été soumis à des pressions du gouvernement fédéral, il s'agirait d'une atteinte directe à sa raison d'être. Le comité de monitoring avait été créé en 2010 durant la crise politique de plus de 500 jours qui allait déboucher sur le gouvernement Di Rupo. Pendant cette période troublée, le Conseil des ministres avait voulu se doter d'une vigie budgétaire indépendante pour éviter tout dérapage. Ce comité est composé des dirigeants du SPF Finances, du SPF “Stratégie et Appui” (ex-Budget), du SPF Sécurité sociale, de l'Inami, l'Inasti, l'ONSS et de l'Inspection des Finances.

Des chiffres “interprétés”

Alors, des pressions ? *“En fait, il est vrai que les membres du comité de gestion ne sont pas tombés d'accord sur le montant du déficit pour 2019, explique une source gouvernementale. Je ne parlerais pas de ‘pressions’, mais certains chiffres peuvent être interprétés de telle ou telle manière par les hauts fonctionnaires du comité en fonction de la couleur du gouvernement en place et de la leur.”*

Traduction : si le président du comité est réputé proche des libéraux flamands, d'autres membres sont proches de partis dans l'opposition au fédéral. Il est probable que les divergences de vue au sein du comité à l'égard de l'importance du déficit à combler soient liées à ces étiquettes politiques. La majorité a intérêt à démarrer les négociations budgétaires avec un effort à réaliser le plus bas possible, tandis que l'opposition est tentée de mettre en évidence l'interprétation des chiffres la plus pessimiste.

Par ailleurs, il est clair que le comité de monitoring ne travaille pas de manière isolée du gouvernement. Le dialogue est même permanent : avant la sortie du rapport pour échanger des informations financières dont seuls les collaborateurs ministériels disposent, comme après sa publication pour rectifier certaines évaluations. *“Parfois, les chiffres du rapport sont un peu trop ‘politiques’, confie un technicien du budget. Par exemple, les membres du comité décident de pas inclure l'impact positif de telle mesure car, selon eux, elle n'est pas encore suffisamment avancée. Ensuite, le gouvernement peut décider d'intégrer quand même l'impact de cette mesure dans le calcul de l'effort budgétaire à fournir.”* C'est ce que l'on appelle les “corrections techniques”, elles peuvent s'élever à plusieurs centaines de millions d'euros.

Auditions mardi prochain

Vu les suspicions, venant aussi de députés de la majorité, des représentants du comité de monitoring seront auditionnés mardi matin à la Chambre, en commission Finances et Budget. *“Il faut des explications, il faut toute la clarté avant que débutent les travaux budgétaires”*, a expliqué le député CD&V Eric Van Rompuy, le président de la commission parlementaire.

Frédéric Chardon

Si le président du comité est réputé proche des libéraux flamands, d'autres membres sont proches de partis dans l'opposition au fédéral.